

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OI FRANCE SAS**

69 RUE ALBERT THOMAS  
BP 141  
51100 Reims

Références : D3 i 2025-601  
Code AIOT : 0005701475

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 28/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'est tenue dans le cadre de l'action nationale relative aux rejets d'eaux et aux déclarations GERE/GIDAF.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OI FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims

- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OI Manufacturing est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral 2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005 pour la rubrique 3330 (fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes / jour). Elle est complétée par différents arrêtés préfectoraux complémentaires dont l'arrêté 2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 modifiant son classement ICPE.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2  | Complétude de la déclaration GERP                    | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4      | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 3  | Autosurveillance                                     | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 4  | Valeurs limites de rejet - effluents industriels     | AP Complémentaire du 30/03/2016, article 5.1     | Mise en demeure, respect de prescription   | 6 mois                |
| 5  | Valeurs limites de rejet - eaux pluviales            | Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 8.2    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 6  | Justification de dépassements et actions correctives | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV  | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 7  | Contrôle de recalage                                 | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 9  | Compteurs d'eau                                      | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15     | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire           | Autre information |
|----|-------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 1  | Réalisation de    | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
|    | la déclaration GERE                                | article 7                                    |                   |
| 8  | Existence d'un point de prélèvement                | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 | Sans objet        |
| 10 | Entretien et suivi des installations de traitement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a mis en exergue des rejets d'eaux résiduaires non-conformes, l'absence de commentaires relatifs à ces dépassements, ainsi que des anomalies dans la déclaration GERE.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis sa déclaration GERE (Télédéclaration annuelle des émissions polluantes) pour l'année 2024, sur le portail dédié, en date du 25/03/2025.<br>Ce constat n'appelle pas de suite. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :<br><br>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent |

arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

|  |
|--|
| [...]  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration de l'exploitant comprend les éléments attendus, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans l'air et dans l'eau ;</li> <li>- les volumes d'eau consommée et prélevée ;</li> <li>- les volumes d'eau rejetée ;</li> <li>- la quantité de déchets dangereux et non dangereux générés et expédiés par l'établissement.</li> </ul> <p>Néanmoins, une anomalie a été identifiée par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) concernant un écart entre la saisie des émissions de CO2 biomasse dans le pavé AIR et la saisie dans le pavé QUOTAS. Il est conseillé, à l'exploitant, de prendre la valeur la plus précise et de modifier en conséquence sa déclaration.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection, via l'outil GEREP, la correction de sa déclaration 2024.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

### N° 3 : Autosurveillance

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise une autosurveillance journalière de ses rejets aqueux industriels sur les paramètres débit d'eau rejeté, pH et température.</p> <p>L'Inspection constate que, pour 2023 et 2024, plus de 10 % des valeurs pour le débit d'eau rejeté dépassent la VLE, dont certaines dépassent 2 fois le débit autorisé. L'exploitant indique que ces dépassements sont liés à un relevé des compteurs post week-end : l'exploitant n'effectue pas de relevé durant le week-end. Les relevés sont réalisées le lundi, ce qui engendre une erreur dans les données reportées sur GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente).</p> |

|  |
|--|
|  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| Sous 1 mois, l'exploitant transmet les justifications de la mise en place d'un relevé des compteurs d'eau le week-end. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

#### N° 4 : Valeurs limites de rejet - effluents industriels

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/03/2016, article 5.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]<br/>Débit</p> <p>Le débit journalier d'eaux usées rejetées après traitement au réseau d'eaux pluviales est limité à (hors cas de force majeure ou situation météorologiques exceptionnelles) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 150 m3/j au maximum ;</li> <li>• 100 m3/j en moyenne mensuelle ;</li> <li>• 15 m3/h en instantané.</li> </ul> <p>Valeurs limites</p> <p>Les effluents doivent être exempts de matières flottantes. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C. Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline). La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas correspondre à plus de 100 mg de platine au litre (suivant norme NF-T 90034).</p> <p>Substances - Concentration (mg/l) - Flux massique kg/l - Périodicité de l'auto-surveillance / Eaux usées industrielles traitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES - 30 - 3 - mensuel</li> <li>• DCO - 300 - 30 - mensuel</li> <li>• DBO5 - 60 - 3 - mensuel</li> <li>• Hydrocarbures totaux - 5 - 0,2 - mensuel</li> <li>• Aluminium total (Al) - 1 - 0,1 - Semestre</li> <li>• Cadmium (Cd) - 0,01 - 0,001 - Semestre</li> <li>• Chrome total (Cr) - 0,05 - 0,005 - Semestre</li> <li>• Cuivre (Cu) - 0,1 - 0,01 - Semestre</li> <li>• Fer total (Fe) - 1 - 0,1 - Semestre</li> <li>• Nickel (Ni) - 0,1 - 0,01 - Semestre</li> <li>• Plomb (Pb) - 0,1 - 0,01 - Semestre</li> </ul> |

- zinc (Zn) - 0,5 - 0,05 - Semestre
- étain (Sn) - 0,2 - 0,02 - Semestre
- Antimoine (Sb) - 0,5 - 0,05 - Semestre
- Arsenic (As) - 0,3 - 0,03 - Semestre
- Baryum (Ba) - 3 - 0,3 - Semestre
- Ammoniac (NH<sub>4</sub>) - 10 - 1 - Semestre
- Bore (B) - 1 - 0,1 - Semestre en cas d'utilisation de matière première en contenant
- Phénols - 1 - 0,1 - Semestre

[...]

#### Constats :

L'exploitant déclare la surveillance de ses rejets d'eaux résiduaires sur l'outil GIDAF. L'extraction réalisée sur la période de janvier 2023 à décembre 2024 montre les éléments suivants :

##### - pour les matières en suspension (MES) :

- concentration : en 2023 - 4 dépassements de la VLE ; en 2024 - 1 dépassement de la VLE, 2 dépassements de deux fois la VLE ;
- flux : en 2023 - 1 dépassement de la VLE, 2 dépassements de 2 fois la VLE ; en 2024 - 1 dépassement de la VLE ;

##### - pour les hydrocarbures totaux :

- concentration : en 2023 - 2 dépassements de la VLE ;
- flux : en 2023 - 3 dépassements de la VLE, 5 dépassements de 2 fois la VLE ; en 2024 - 3 dépassements de la VLE ;

##### - pour l'aluminium :

- concentration : en 2023 - 1 dépassement de la VLE, 4 dépassements de 2 fois la VLE ; en 2024 - 4 dépassements de la VLE ;
- flux : en 2023 - 1 dépassement de la VLE, 4 dépassements de 2 fois la VLE ; en 2024 - 1 dépassement de la VLE, 2 dépassements de 2 fois la VLE ;

##### - pour la demande chimique en oxygène (DCO) : 1 dépassement de la VLE du flux en 2024 ;

- pour le débit moyen rejeté journalièrement : en 2024, 24 % de dépassement de la VLE ; en 2023, 19 % de dépassement de la VLE ;

- pH : en 2024, 2 dépassements de la VLE (1 % des valeurs).

L'exploitant informe l'Inspection qu'il mène actuellement des investigations afin de déterminer la cause de la pollution en aluminium de ses eaux résiduaires. Des analyses ont déjà été menées et ont permis de déterminer que les flux susceptibles d'être la source de cette pollution sont : les eaux issues de l'auto-laveuse, les eaux issues du forage. L'exploitant s'est doté d'un appareil de mesure afin de réaliser ses investigations.

Pour les autres paramètres (hormis le débit moyen rejeté - voir constat n°3), l'exploitant semble ne pas avoir réalisé d'investigation.



La fréquence d'analyse des différents paramètres est respectée.

En résumé, l'Inspection constate des dépassements réguliers, en 2023 et 2024, sur les eaux résiduaires. Les paramètres concernés sont : volume moyen rejeté, MES, hydrocarbures totaux, aluminium.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant sera tenu de se remettre en conformité par rapport à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/03/2016, en remédiant à tout dépassement des valeurs limites de ses rejets d'eaux résiduaires sous un délai de 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Valeurs limites de rejet - eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

Substances - Concentrations (en mg/l) - Méthode de référence - Périodicité de l'auto-surveillance (Rejet vers le réseau urbain d'eaux pluviales / Rejets vers les deux puisards) :

- MES - 35 - NF EN 872 - Annuelle / Semestrielle ;
- DCO - 125 - NFT 96101 - Annuelle / Semestrielle ;
- DBO5 - 30 - NET 90103 - Annuelle / Semestrielle ;
- Hydrocarbures - 5 (1 mg/l pour les eaux infiltrées) - NFT 960114 - Annuelle / Semestrielle

**Constats :**

L'exploitant réalise une autosurveillance journalière de ses rejets d'eaux pluviales. Les données sont enregistrées sur GIDAF.

Concernant les « eaux pluviales rejetées vers les deux puisards » :

- en 2023 : 2 dépassements de la VLE pour le paramètre hydrocarbures totaux sont déclarés, ainsi qu'un dépassement sur la DCO.

- en 2024 : 1 dépassement de la VLE de la DCO est notifié.

Concernant les « eaux pluviales rejetées vers le réseau urbain » :

- en 2023 : 2 dépassements de la VLE pour le paramètre hydrocarbures totaux sont déclarés, ainsi qu'un dépassement sur la DCO.
- en 2024 : 1 dépassement de la VLE de la DCO est notifié.

L'Inspection remarque qu'en 2023 les valeurs enregistrées dans la section « eaux pluviales rejetées vers les deux puisards » et « eaux pluviales rejetées vers le réseau urbain » sont identiques. Ce n'est pas le cas pour l'année 2024.

L'exploitant informe l'Inspection que les dénominations indiquées sur GIDAF ne sont plus correctes. Selon la convention de rejet établie avec la Communauté urbaine du Grand Reims, l'exploitant possède deux exutoires pour ses rejets d'eaux pluviales :

- Point de rejet 1 - Toiture et voirie côté Est, équipé d'un débourbeur-séparateur à hydrocarbures. Ce point correspondrait au point dénommé « eaux pluviales rejetées vers le réseau urbain ». ;
- Point de rejet 2 - Toiture et voirie entrée usine, dans lequel se déversent les eaux rejetées par la STEP (eaux résiduelles) et les eaux pluviales du secteur Ouest, équipé d'une fosse de décantation au niveau de la zone silo. Ce point de rejet correspondrait au point dénommé « eaux pluviales rejetées vers les deux puisards ». Il n'est pas équipé d'un débourbeur séparateur à hydrocarbures. L'exploitant indique à l'Inspection qu'au niveau de ce point de rejet, les eaux sont dirigées directement vers le canal de La Vesle et ne se rejettent donc plus dans les deux puisards. Une modification sur l'outil GIDAF doit être réalisée en ce sens par l'Inspection.

L'exploitant s'est engagé à transmettre le justificatif de l'entretien de son débourbeur séparateur à hydrocarbures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs de :

- l'entretien de son débourbeur séparateur à hydrocarbures ;
- la condamnation des deux puisards vers lesquelles se dirigeait les eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Justification de dépassements et actions correctives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Actions régionales, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

|   |
|---|
| <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats GIDAF sont accompagnés de commentaires. Néanmoins les commentaires ne justifient pas réellement la cause des dépassements, ni la mise en place d'action. C'est notamment le cas pour le paramètre Aluminium : l'exploitant n'a émis aucun commentaire sur l'origine de la pollution ce qui laissait présumé que l'exploitant n'avait pas mis en place d'action. Seul les dépassements pour le débit journalier moyen rejeté est commenté par l'exploitant : relevé des compteurs post week-end (voir constat n°3).</p> <p>Le délai de reporting des données dans l'outil GIDAF est conforme à la prescription.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant sera tenu de se remettre en conformité par rapport à l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, en accompagnant les résultats de ses analyses sur les eaux résiduaires de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

**N° 7 : Contrôle de recalage**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des</p> |

prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

« L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous accréditation. »

#### **Constats :**

L'exploitant réalise une autosurveillance de ses eaux résiduaires sur les paramètres suivants : volume moyen journalier, température de l'eau et pH.

L'exploitant indique qu'un étalonnage est réalisé une fois par an par un organisme agréé. L'exploitant s'est engagé à transmettre le certificat transmis par l'organisme, ainsi que les modalités concernant cette prestation.

Les échantillons sont réalisés par l'exploitant sur une période de 24h puis envoyés dans une glacière au laboratoire d'analyse.

L'Inspection émet des doutes sur la réalisation d'un recalage par l'exploitant pour les paramètres énoncés précédemment.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection le certificat d'étalonnage, ainsi que les modalités de la prestation réalisée concernant le contrôle de recalage des mesures de ces émissions dans l'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 8 : Existence d'un point de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Actions régionales, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

|   |
|---|
| <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est équipée de 3 points de prélèvement pour analyse de ses eaux résiduaires et pluviales. Lors de l'inspection, il a été constaté que le point de prélèvement d'eau situé au niveau de la station d'épuration est correctement aménagé.</p> <p>Par sondage, le constat n'appelle pas de suite.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 9 : Compteurs d'eau

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eau</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est équipée de 3 points de prélèvement d'eau munis d'un compteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un point de prélèvement d'eau de ville pour les eaux sanitaires ;</li> <li>- un point de prélèvement d'eau de ville utilisé si la quantité prélevée par le forage n'est pas suffisant ;</li> <li>- un point de prélèvement issu d'un forage alimentant un château d'eau pour les eaux industrielles.</li> </ul> <p>Les compteurs sont remplacés tous les 7 ans.</p> <p>Le relevé des compteurs est réalisé de manière journalière. Un reporting est réalisé sur un fichier informatique qui a été présenté lors de la visite.</p> <p>Le fichier informatique indique les valeurs d'eaux prélevées en 2024 suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 39268 m<sup>3</sup> d'eaux issues du forage ;</li> <li>- 2129 m<sup>3</sup> et 3080 m<sup>3</sup> d'eaux de ville.</li> <li>- soit un total de 44480 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Cette valeur ne correspond pas à la valeur indiquée par l'exploitant lors de sa déclaration GEREP qui est de 43989 m<sup>3</sup>.</p> |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                       |
| Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection, via l'outil GEREP, la correction de sa déclaration. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 10 : Entretien et suivi des installations de traitement**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eau   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise un certain nombre de vérification sur la station d'épuration et notamment : vérification du bon fonctionnement du préleveur et des pompes doseuses, niveau de la fosse, couleur de l'eau, présence de produit de traitement, réglage du dosage en produit de traitement, etc. L'exploitant suit également le pH, la température de l'eau et la conductivité.</p> <p>En cas de défaut au niveau de l'installation, un message d'alerte est transmis sur les téléphones des électromécaniciens qui sont présents en permanence sur le site. Suite à l'alerte, les électromécaniciens se rendent sur l'installation afin d'intervenir sur la cause de l'alerte. Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence d'un carnet de suivi au niveau de la station d'épuration.</p> <p>L'entretien et la maintenance de l'installation est réalisée par le prestataire.</p> <p>Par sondage, ce constat n'appelle pas de suite.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |